



## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Rectorat de l'académie de Nantes

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

M. le Recteur de l'académie de Nantes et de la région académique des Pays de la Loire  
Service des constructions universitaires (SCUS)  
8, rue du Général Margueritte  
BP 72616  
44326 NANTES Cedex 03

#### *Objet de la consultation*

**Réhabilitation thermique du bâtiment R de l'ENSAM à Angers**

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : **29 octobre 2021 à 12h30**  
(heure locale de l'adresse du RPA)

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".*

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique via le site internet accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référence : RECT\_SCUS\_2021\_RehaTh\_BatR\_ENSAM

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2-1. Définition de la procédure .....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots .....	4
2-3. Nature de l'attributaire .....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières .....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
2-7. Exigences minimales de la négociation .....	6
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation .....	6
2-10. Délai de validité des offres .....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense .....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain .....	7
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels .....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales .....	7
<b>ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>8</b>
3-1. Solution de base .....	8
3-2. Variantes.....	12
<b>ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
4-1. Sélection des candidatures .....	12
4-2. Jugement et classement des offres .....	12
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>14</b>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	14
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	15
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>16</b>

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

***Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître d'ouvrage".***

***Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

### **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation a pour objet la réalisation des travaux de réhabilitation thermique du bâtiment R de l'Ecole nationale Supérieure des Arts et Métiers d'Angers.

Le bâtiment de 1995, ERP de type R de 3ème catégorie en R+2 a une surface utile de 5 433 m<sup>2</sup> dans une zone de type « site patrimonial remarquable ».

Il comprend 20 salles d'enseignement, 5 salle de laboratoire dont de la recherche, un amphithéâtre de 300 places et des bureaux.

L'opération consiste à refaire l'enveloppe, l'éclairage de la rue intérieure, la réhabilitation de la sous station de chauffage et la ventilation en tenant compte du décret tertiaire. Elle comprend une nouvelle enveloppe (façade, menuiseries, étanchéité en toiture dont une verrière), le pilotage par GTB, des interventions de mise aux normes électriques et du SSI. Cette opération est inscrite au plan de relance pour la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'Etat.

Les travaux se dérouleront en site occupé.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est les suivants : Campus ENSAM (Arts et Métiers) - 2 boulevard Du Ronceray – 49 035 Angers

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

#### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Le marché comporte **une tranche ferme et 3 tranches optionnelles** définies comme suit :

**- Tranche ferme : Réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment R**

**Tranche optionnelle n° 1 (TO1) : Réhabilitation de la sous station de chauffage du bâtiment R**

**Tranche optionnelle n° 2 (TO2) : Echange CTA de l'amphithéâtre****Tranche optionnelle n° 3 (TO3) : Echange CTA en toiture**

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 6 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots		Répartition en tranches			
<b>Lot 01</b>	Etanchéité	TF			
<b>Lot 02</b>	Menuiseries extérieures aluminium	TF			
<b>Lot 03</b>	Bardage métallique	TF			
<b>Lot 04</b>	Plafonds suspendus	TF			
<b>Lot 05</b>	Electricité courants forts et faibles	TF			TO3
<b>Lot 06</b>	Chauffage Ventilation Climatisation (CVC)	TF	TO1	TO2	TO3

**2-3. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

**2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

**2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les candidats peuvent présenter pour chaque lot une offre comportant une ou des variantes techniques (2 maximum) dont les exigences minimales à respecter sont les suivantes :

La solution en variante portera sur le procédé de fabrication, les matériaux ou les équipements techniques, pour des critères techniques équivalents à la solution de base (performance thermique, étanchéité à l'air, qualité architecturale...), dans le but d'une optimisation des délais, des nuisances et des coûts notamment liés aux opérations d'exploitation et de maintenance.

Les modalités de leur présentation sont précisées à l'article 3-2 ci-après.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Les prestations supplémentaires éventuelles sont les suivantes :

N° de PSE	Intitulé de la PSE	Lot concerné	Tranche concernée
1	Brise soleil	Lot 02- Menuiseries extérieures aluminium	Tranche Ferme (TF)
2	Contrôle d'accès avec lecteur de badge pour le sas automatique	Lot 05 - Electricité courants forts et faibles	Tranche Ferme (TF)

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Des négociations avec les 3 premiers opérateurs économiques issus du classement de l'analyse pourront être engagées par le Pouvoir Adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, et notamment sur le prix.

Les critères de jugement des offres seront ceux de l'offre initiale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve cependant le droit d'attribuer les marchés sur la base des offres initiales sans négociation.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

"Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s), mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de 3 ans à partir de la date

d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s).

**Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises."**

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

**A.** Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises.

**B.** Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

**C.** Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera constitué au plus tard **21 jours** avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain et occupé**

Aucune stipulation particulière.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

**S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

**S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Engagement à respecter le SOPRE (annexe 1 au présent RC)
- Tout documents permettant d'analyser les dispositions et mesures utilisées pour ce chantier et les caractéristiques environnementales des produits et matériaux envisagés :
  - Fiches techniques des matériaux et équipements
  - FDES (fiche de déclaration environnementale et sanitaire)
  - Labels environnementaux et sanitaires
  - Certificat ACERMI

### **3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

#### **3-1. Solution de base**

##### **3-1.1.** Documents fournis aux candidats (cf. sommaire du DCE)

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement (RC) et ses annexes (SOPRE et attestation de visite) à compléter ;
- Le projet de marché (1 modèle d'AE par lot) à compléter ;
- Les pièces énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'ensemble des pièces écrites (notices, rapports dont le RICT, diagnostics techniques,...) et graphiques, (plans architectes, plans techniques) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) format xls à compléter ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le planning prévisionnel et la note d'organisation du chantier (PIC).

##### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le pouvoir adjudicateur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été



transmis lors d'une précédente consultation

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

**dans un sous-dossier:**

**Situation juridique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

- l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;

\* La forme juridique du candidat ;

\* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

\* Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

\* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

\* l'inscription sur le registre professionnel.

\* Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

\* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

**Capacité économique et financière - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

\* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

\* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

**Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité)

- une liste des travaux exécutés sur les 3 dernières années

- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel (partie IV C 2)

- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches (partie IV C 3)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés et en rapport avec de la réhabilitation thermique ou en site occupé au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux.

B - Capacités professionnelles :

\* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

\* Les certificats de qualifications professionnelles :

\* Le cas échéant, les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

\* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

**dans un autre sous dossier :**

**- Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) (DAJ / Formulaires - Marchés publics). Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter dans son format

original (.xlsx) sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

**- Les documents explicatifs pour le jugement qualitatif des offres** (cf. article 4.2)

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Toutes notes et documents explicatifs sur les points que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, permettant de mieux apprécier la valeur technique de l'offre, notamment sur les points suivants :
  - Provenance des principales fournitures et matériaux (Fiches techniques des produits chiffrés) avec éventuellement la liste des fournisseurs correspondants ;
  - Moyens humains et matériels
- Méthodologie d'intervention à établir le cas échéant par sous corps d'état en ajoutant pour l'ensemble du lot la description des moyens prévus pour assurer la coordination entre les différentes compétences (choix du mandataire le cas échéant, gestion des plans d'exécution, synthèse entre chaque corps d'état).
- Attestation de visite sur site signée le cas échéant (cadre à compléter - annexe 2 du présent RC);
- La description du contexte environnemental du chantier avec le management opérationnel et le nom du responsable (fournir organigramme) ainsi que tout élément permettant l'évaluation du contexte et des risques environnementaux et d'apprécier la maîtrise des nuisances (usagers, riverains), la réduction des pollutions (sol, air, eau) et le suivi des déchets.
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), cadre à compléter et à signer (annexe 1 du présent RC) servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché.

**3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

**3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail

- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **3-2. Variantes**

Le dossier général "Variantes" comportera un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée et un nouvel acte d'engagement par variante. Les candidats devront toutefois répondre obligatoirement à la solution de base.

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

De plus, seront ajoutés :

- les pièces explicatives nécessaires à la compréhension et à l'intérêt de la variante (plans, notes de calcul, calendrier d'exécution, etc.).
- puis les modifications du CCTP et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter à l'offre de base ;
- les adaptations à apporter éventuellement au CCAP

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

Le pouvoir adjudicateur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RPA.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des soumissionnaires ainsi que les variantes, pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
<b>VALEUR TECHNIQUE – Note sur 10</b>  1) Provenance des principales fournitures avec éventuellement liste de fournisseurs correspondants ou fiches techniques des produits chiffrés : <b>note sur 2</b>  2) Moyens humains : <b>note sur 1</b> Moyens matériels : <b>note sur 1</b>  3) Méthodologie d'intervention : <b>note sur 4</b> Méthodologie d'intervention à établir le cas échéant par sous corps d'état en ajoutant pour l'ensemble du lot la description des moyens prévus pour assurer la coordination entre les différentes compétences (choix du mandataire le cas échéant, gestion des plans d'exécution, synthèse entre chaque corps d'état).  4) Visite sur site (Attestation signée du maître d'ouvrage) en annexe 2 au présent règlement. <b>note sur 2</b>	<b>30%</b>
<b>PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES - Note sur 10</b>  1) Management opérationnel : <b>note sur 3</b> a) Nom du responsable environnement et organigramme : <b>note sur 1</b> b) Description du contexte environnemental du chantier : <b>note sur 2</b>  2) Evaluation du contexte et des risques environnementaux : <b>note sur 2</b>  3) Chantier à faibles nuisances : <b>note sur 5</b> a) dispositions pour limiter les nuisances sonores, visuelles ou autres causées aux usagers et aux riverains, <b>note sur 2</b> b) dispositions pour limiter les pollutions de l'air, de l'eau et des sols, <b>note sur 1</b> c) dispositions minimiser les déchets de chantier, <b>note sur 2</b>	<b>20%</b>
<b>PRIX - Note sur 10</b>  Formule = 10*(moins disant / Offre)	<b>50%</b>

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence RECT\_SCUS\_2021\_RehaTh\_BatR\_ENSAM.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ifc, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

RECTORAT de l'académie de Nantes - Service des constructions (SCUS)  
8, rue du Général Margueritte  
BP 72616  
44326 NANTES Cedex 03  
Copie de sauvegarde pour : Réhabilitation thermique du bâtiment R de  
l'ENSAM à Angers  
Lot n° :  
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(\*) :  
**« NE PAS OUVRIR »**

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1. Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres

La visite du site n'est pas obligatoire mais elle est vivement conseillée.

Pour cela les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser au préalable à :

M. Roturier : 02 41 20 73 55  
Responsable du service Patrimoine  
2 boulevard du Ronceray  
49000 Angers

Après avoir pris connaissance de l'intégralité des prescriptions techniques relatives à l'ensemble des lots, les entreprises se présenteront à M. Roturier pour faire signer l'attestation de visite (cf. annexe 2). La fourniture dans la réponse du soumissionnaire de cette attestation est prise en compte dans le jugement des offres (cf. article 4.2).



**❑ ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**SCHEMA ORGANISATIONNEL  
DU  
PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT  
(S.O.P.R.E.)**

<i>Lot</i>	
N° :	<input type="text"/> : <input type="text"/>

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

Signature :

## **1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX ET DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL**

## **2. ORGANISATION QUALITE ENVIRONNEMENTALE**

Nom du responsable environnement ;  
Organigramme.

## **3. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DES EAUX**

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

## **4. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR**

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

## **5. PROTECTION DU MILIEU NATUREL (FAUNE, FLORE)**

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

## **6. PROTECTION CONTRE LES AUTRES NUISANCES (BRUIT, VIBRATIONS, ... )**

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

## **7. TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER**

Mode opératoire par catégorie de déchets ;  
Bordereaux de suivi des déchets  
Lieux de stockage, de valorisation ou d'évacuation envisagés.

## **8. PROPRETE DES VOIES UTILISÉES DANS LE CADRE DU CHANTIER**

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

## **9. AUTRES MESURES**

Liste des mesures envisagées pour le chantier

### **NB :**

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPRE proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.

☐ **ANNEXE N° 2 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## ATTESTATION DE VISITE

**Réhabilitation thermique du bâtiment R de l'ENSAM à Angers**

Exemplaire à joindre à l'offre

ATTESTATION DE VISITE	
Date de la visite	
Signature du secrétariat	
Cachet de l'entreprise	

.....  
Exemplaire à conserver par le candidat

ATTESTATION DE VISITE	
Date de la visite	
Signature du secrétariat	
Cachet de l'entreprise	